

Procès-verbal du Conseil municipal du 8 janvier 2019

Auzet (04) - 18 h 30

Adopté lors du Conseil municipal du 5 février 2019

Présents : P. Humbert, Chr. Isoard, R. Isoard, J.-P. Joubert, F. Rolland, M. Simon

1. Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 27 novembre 2018

Le Conseil adopte à l'unanimité le projet de procès-verbal présenté par le maire.

2. Convention de participation aux charges de fonctionnement 2018 des écoles maternelle et élémentaire pour les jeunes Auzetans scolarisés à Seyne-les-Alpes

La Commune de Seyne a calculé les charges de fonctionnement de ses écoles maternelle et élémentaire sur la base de l'année scolaire 2017-2018. Les dépenses dites « obligatoires », qui n'avaient pas été réévaluées depuis 2001, portent la participation des communes concernées de 500 € à 1300 € par an et par enfant. La Commune de Seyne ne réclame pas les dépenses dites « facultatives » qu'elle a déboursées et dont elle ne communique pas le montant. La participation réclamée à la Commune d'Auzet s'élève donc à 6 500 € pour cinq enfants scolarisés durant cette période (quatre en maternelle, un en cours élémentaire).

Le Conseil municipal prend connaissance du détail des dépenses, s'étonne que ces charges n'aient pas été mieux suivies depuis dix-sept ans et demande au maire de contacter la mairie de Seyne pour demander des explications. Il autorise le maire à signer la convention.

3. Préparation des vœux du maire et du Conseil municipal le samedi 12 janvier

Le maire et le Conseil s'accordent sur quelques détails de l'organisation.

4. Élection d'un référent et d'un référent administratif dans le cadre d'une convention entre Provence Alpes Agglomération et la SAFER PACA

En novembre 2018, le conseil communautaire de Provence Alpes Agglomération décidait de conclure une convention foncière avec la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER) Provence Alpes Côte d'Azur. Son but est de créer un observatoire du foncier sur l'ensemble du territoire intercommunal afin d'aider les collectivités à conforter l'agriculture, protéger leur environnement et maintenir un prix de vente compatible avec une activité agricole et forestière. Cette convention prévoit également l'élection d'un référent et d'un référent administratif dans chaque commune concernée. Après échanges, le Conseil élit M. Jean-Paul Joubert comme référent et Mme Martine Mattéi comme référente administrative pour représenter la commune.

La séance est levée à 19 h 30 - Secrétaire de séance : M. Simon